

INCONSCIENTS OU IRRESPONSABLES ?



Tels sont les termes qui me viennent à l'esprit après le show médiatico-politique organisé par Jean Claude Gaudin et ses associés jeudi 21 juillet dernier lors de la destruction d'une tour de logement dans une cité de Marseille. Cette remarquable mise en scène, organisée moins de huit jours après le drame de Nice, avait sans doute pour but de faire oublier l'annulation du feu d'artifice du 14 juillet. C'est d'ailleurs ce qu'a exprimé la députée Valérie BOYER qui devant le spectacle impressionnant fait de bruit sourd et de visions destructrices ?

Dans des circonstances similaires, j'ai assisté en 1983 à la destruction de la première barre de la cité dites des 4000 à La Courneuve entouré d'habitants. Le nuage de poussière à peine retombé laissait apparaître une autre barre similaire, un cri s'élève alors derrière moi : **une autre ! une autre !** J'ai aussi entendu les sanglots retenus d'anciens locataires. Cet événement m'a conduit, par la suite, à considérer avec une très grande méfiance les justifications avancées pour démolir un peu partout en France des milliers d'immeubles qui, en leur temps, ont permis de faire face à la crise du logement dénoncée en 1954 par l'Abbé Pierre. J'ai d'ailleurs noté que son représentant régional, présent sur les lieux jeudi dernier, avait été le seul à mettre en cause la réduction du parc de logement social à Marseille.

Depuis de nombreuses années les responsables politiques de tout bord ont trouvé comme principal remède au "mal des banlieues" la démolition d'une part sans cesse croissante de ce patrimoine public considéré comme obsolète. Si une telle stratégie coûteuse peut parfois se justifier par de graves erreurs de construction ou de localisation, elle laisse de côté les raisons fondamentales qui conduisent à la dégradation et parfois la ghettoïsation de ces cités : gestion défectueuse, absence d'équipements collectifs, de transport, d'emploi etc... Dans la plupart des projets de démolition la mise en cause du bâti sert de prétexte à la mise en cause du comportement et souvent de l'origine des habitants. C'est ce que je retiens après plus de quarante années de responsabilités professionnelles dans les banlieues françaises. Je ne suis pas le seul à mettre en cause cette politique inefficace, coûteuse et traumatisante pour une partie de la population. Les acteurs sociaux,

représentants associatifs, sociologues, qui sont quotidiennement au contact de ces populations dénoncent cette politique de gribouille. Les responsables de l'ANRU (Agence Nationale de la Rénovation Urbaine) en charge de ces programmes en reconnaissent eux-mêmes les limites. Peine perdue ! la machine à démolir est en route et l'insuffisance criante de logement sociaux en France comme à Marseille ne cesse croître laissant dans la rue des familles entières.

La mise en scène en forme de catharsis de la démolition de la tour des Cyprès à Marseille a été précédée par d'autres comme Frais-Vallon, la Castellane, la Busserine ou la Savine et sera sans doute suivie d'autres avant peu. A nouveau, on promettra la Lune à des locataires en les faisant participer à l'éradication d'un lieu où le plus souvent ils sont nés et ont vécu. Beaucoup verseront des larmes en voyant partir en poussière des années de vie. Nos responsables politiques n'ont que faire de cette 'nostalgie passéiste'. Ils sont certains d'avoir fait le bon choix dans l'intérêt des locataires et pourtant **ils se trompent gravement**. Tel Diafoirus ils croient supprimer la maladie en faisant disparaître le malade. A Marseille, comme ailleurs, Les habitants des cités ne sont pas des 'malades'. Ils attendent simplement qu'on les écoute et qu'on réponde aux besoins de la vie quotidienne. Ils refusent le plus souvent que, sous prétexte de mixité urbaine, on les contraigne à quitter leur logement et changer de quartier.



A l'évidence, ce n'est pas le choix fait par les élus de Marseille. Pour prendre part jeudi dernier à cette sinistre parade, ils ont pris soins de se regrouper en hauteur pour voir le spectacle et s'en féliciter pendant que les habitants étaient d'autorité rassemblés au loin dans le parc de FONTOBSCURE (tout un symbole !..)

Cette opération médiatique, au demeurant réussie si l'on en croit les comptes-rendus de presse, ne peut faire oublier le contexte dans lequel il a eu lieu comme je le note plus haut. Les terroristes nous l'ont tragiquement rappelé le 14 juillet au soir à NICE. Pour ma part je ne peux m'empêcher, avec d'autre, de faire le lien entre ces

différents évènements. J'ai, dès le 15 janvier 2015, pris ma part de responsabilité en publiant un texte sous le titre : '*je suis responsable*' dans lequel je reconnaissais les dérives de la politique de la ville et préconisaient les mesures urgentes à mettre en œuvre. Je concluais en souhaitant que « **la barbarie ne soit pas irrémédiable** ». Quoi qu'on en dise, les auteurs de ces barbaries sont, pour la plupart, originaires des cités dites 'sensibles' (quel euphémisme !) Ils y ont grandi et ont constaté que la société ne les reconnaissait pas comme citoyen. Ils ont appris la débrouille, la délinquance et trop souvent la violence et la haine. Ceux qui ont répondu et qui répondront peut-être demain à l'appel de DAESH sont sans doute parmi nous dans les cités à Marseille comme ailleurs. **Il est plus que temps que, au-delà des mesures sécuritaires indispensables, nous nous mobilisions pour proposer à cette jeunesse en péril d'autres alternatives.** Les mascarades comme celle du jeudi 22 juillet à Marseille sont dérisoires.

Marseille le 24 juillet 2016

Alain FOUREST